

EXPOSE FORUM DU FUTUR, OCTOBRE 1994

---

# Narcotrafic et “nomos” de la Terre : une manifestation criminelle dans sa perspective large

Xavier Raufert  
Chargé de cours à l'Institut de Criminologie de Paris  
Université Panthéon-Assas - Paris II

“Pour la probité intellectuelle, chaque  
illusion détruite est une grande victoire”  
C a r l S c h m i t t  
“La Société des Nations et l'Europe”, 1928.

Vers le milieu de la décennie 80, l'explosion du narcotrafic révèle l'abolition imminente d'un ordre mondial; elle est un symptôme majeur d'un radical bouleversement du “Nomos” de la terre, pour citer d'emblée le grand politologue et publiciste allemand Carl Schmitt, créateur d'un concept sur lequel je reviendrai longuement.

I - Quand disparaît l'ordre mondial bipolaire, les menaces non traditionnelles - c'est à dire pas forcément militaires - à la sécurité nationale des grands pays développés deviennent un problème majeur.

La plus évidente : l'explosion planétaire du narcotrafic

Ses dernières tendances :

- Jusqu'au début de la décennie 90, les livraisons unitaires de plusieurs tonnes de cocaïne étaient réservées à l'Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada); aujourd'hui, ces cargaisons sont expédiées partout à travers le monde : Asie, ex-bloc de l'Est, Europe.
- Un retour en force de l'héroïne. Sur la scène asiatique, une alliance se constitue entre producteurs du Triangle d'Or et du Croissant d'Or d'une part et “transporteurs” nigériens de l'autre, pour contrer la

concurrence nouvelle et dangereuse des cartels colombiens, entrés en force sur ce marché porteur. Les cartels nigériens du transport disposent, eux d'une base d'expédition nouvelle extrêmement prometteuse : l'Afrique du Sud. Pays immense aujourd'hui chaotique - plus de 26 000 meurtres en 1993, absolu record du monde - il occupe une position stratégique parfaite entre l'Asie du sud et l'Amérique latine. Localement, l'Afrique du Sud, c'est :

- Un segment non négligeable de la population vivant dans l'aisance,
- Un système bancaire développé,
- Des moyens de transport modernes,
- Une criminalité locale enracinée, capable d'assurer la sous-traitance du narcotrafic,
- Une police à peu près paralysée.

Bref : un paradis.

- L'internationalisation de plus en plus poussée du trafic. Un réseau multi-drogues plurinational de ±50 personnes est ainsi démantelé en août dernier entre la France, la Suisse, la Belgique et l'Espagne. On y trouve en majorité des détenteurs de la double nationalité française/israélienne mais aussi des espagnols, des italiens et des suisses.

Côté consommation, les nouvelles alarmantes ne manquent pas non plus :

- Croissance foudroyante de l'héroïnomanie au Pakistan, pays où il y aurait aujourd'hui entre 3,5 et 4 millions de toxicomanes,
- Reprise des "affaires" sur le marché-locomotive de la planète, celui des Etats-Unis. En 1993 l'étude annuelle du ministère de la Santé montre que la consommation du noyau dur des toxicomanes "accrochés" n'a pas baissé, alors que les utilisateurs occasionnels de "drogues" sont, eux, plus nombreux qu'en 1992.
  - . Au dessus de 35 ans : 1992, 6 millions; 1993, 7,5 m.
  - . De 13 à 20 ans : 1992, 1,7 millions; 1993, 2,1 m.

## Responsables : les Organisations Criminelles Transnationales (OCT)

Cette inondation de stupéfiants est tout, sauf un phénomène de génération spontanée. Car l'essentiel du narcotrafic "de gros" est contrôlé par une dizaine d'Organisations Criminelles Transnationales : mafias italiennes et des Etats-Unis, Triades, Yakusas, OCT Turco-kurdes, cartels colombiens et mexicains. Raymond Kendall, le secrétaire général d'Interpol, le prouve en avril dernier lors d'une réunion du Programme des Nations-Unies pour le Contrôle International des Drogues. L'inondation actuelle, dit-il, est le fait du crime organisé; Interpol gère une base de données mondiale des 250 000 individus fichés au grand banditisme : plus de 200 000 d'entre eux ont impliqués dans le narcotrafic.

Taille, niveau d'internationalisation, résistance à la répression : ces superpuissances du crime sont sans commune mesure avec les gangs des décennies passées. Selon la police de la colonie, une seule des triades de Hongkong, la Sun Yee On, atteindrait les 100 000 membres au début du siècle prochain; Cosa Nostra de Sicile est à l'œuvre dans plus de 40 pays du monde. Pour un expert américain, que je cite "Le cartel de Cali fonctionne à peu près comme les équipes de direction d'Exxon ou de Coca-Cola"<sup>1</sup>. Les états-majors de ces OCT coordonnent, comme des tours de contrôle, une pléiade d'activités criminelles dont le narcotrafic est à ce jour, de loin la plus lucrative. Ces activités génèrent de telles fortunes que la narco-économie est devenue une "véritable option alternative au développement". Et que les OCT sont désormais les seuls pouvoirs implantés dans les secteurs chaotiques de la planète; elles disputent même à nombre d'Etats leur prérogative majeure - et le motif original de leur fondation, le monopole de la violence organisée. Récemment dans l'ex-bloc de l'Est, la puissance de telles organisation s'est révélée dans toute son ampleur, si bien qu'en avril dernier le directeur de la CIA, James Woolsey, déclarait à une commission du Sénat des Etats-Unis : "Les OCT exercent une influence importante sur certains secteurs du gouvernement russe" et "peuvent faire déraiper le processus de libéralisation de l'économie en cours". Autre épreuve pour les pays riches ou en développement : à la violence stratégique des narcotrafiquants répond à la base celle des toxicomanes. Aux Etats-Unis, on estime ainsi que l'héroïnomanie moyen commet chaque année ± 200 crimes et délits pour satisfaire son addiction.

Ces puissances criminelles gagnent chaque jour du terrain. Deux exemples récents :

- L'éradication des champs de cannabis et de pavot libanais a brutalement privé de ressources une vingtaine de milliers de familles, pour la plupart chi'ites, de la vallée de la Bekaa. Agriculture, manufacture d'héroïne et vente en gros : ce marché était estimé à 4 milliards de dollars vers 1991-92. Par centaines, des jeunes narcotrafiquants émigrent donc aujourd'hui vers l'Europe occidentale, Suisse et Allemagne notamment, mais aussi vers la Russie et la Roumanie. Pour la plupart ex-miliciens de la guerre civile libanaise, ils font preuve d'une extrême violence, aussi bien vis-à-vis de leurs concurrents que de leurs clients mauvais payeurs.
- Longtemps sûre que la protection des antipodes lui conférait l'immunité, l'Australie découvre aujourd'hui qu'il n'y a pas d'exception australe et que le crime organisé a d'autant mieux quadrillé le pays que chacun y niait jusqu'à son existence. A la Ndrangheta, le cannabis. Les Triades s'affairent dans le narcotrafic, la prostitution et le racket. Les Yakusas font dans la fraude et les Cartels colombiens, bien sûr, dans la cocaïne. Cette année, un policier d'Adelaïde a été assassiné par la mafia italienne locale et des enquêtes, enfin sérieuses, ont révélé que les mafias avaient infiltré les gouvernements - régionaux, mais aussi fédéral - plusieurs banques et au moins un parti politique majeur.

---

<sup>1</sup> Stephen Flynn, "Worldwide drug scourge : the expanding trade in illicit drugs", Brookings Review, hiver 1993.

## Les facteurs aggravants

- Les zones grises

Pas besoin d'insister longuement sur le danger que représentent ces secteurs hors-contrôle de la planète : nous avons initié une réflexion sur ce thème dès 1992, et l'affaire est désormais bien connue. Même des services de renseignements, souvent myopes. Ainsi, le directeur de la CIA constate en avril dernier que "Des zones entières du Mexique, du Pérou, de la Turquie, de la Birmanie, de la Colombie du Surinam, de l'Ukraine et de la Chine, entre autres pays, sont littéralement sous la domination d'organisations criminelles".

- Les guérillas dégénérées

Pas besoin d'insister longtemps, non plus, sur l'extrême toxicité d'entités hier politiques, guérillas dans le tiers-monde ou groupes terroristes dans les pays développés, aujourd'hui reconverties dans le gangstérisme, tout en conservant pour la galerie leurs oripeaux idéologiques. Ces groupes sont d'autant plus dangereux qu'ils hantent à la fois les zones grises et les grandes métropoles, celles du sud comme celles du monde développé. Et savent jouer à merveille les chauve-souris de La Fontaine, ici se présentant en héros d'improbables luttes de libération nationale, là menant de concert un fructueux trafic de stupéfiants avec Cosa Nostra sicilienne, les Triades ou la mafia turque. Ces entités sont bien connues : Sentier lumineux au Pérou, PKK, Tigres de l'Eelam Tamil, groupes séparatistes Sikhs, Nouvelle Armée du Peuple aux Philippines. Et désormais les Naxalites en Inde et les Khmers rouges cambodgiens semblent engagés sur la voie criminelle. Plus grave encore : le processus de criminalisation s'amorce sur la scène du Proche-orient. En voici un très symbolique exemple. En juin 1976, l'ambassadeur des Etats-Unis au Liban, Francis Melloy, un second diplomate et un chauffeur sont enlevés puis assassinés. L'acte est revendiqué par un satellite libanais du groupe terroriste de Wadi Haddad. En mai 1994 l'un des meurtriers, est retrouvé ... En prison, à Beyrouth. L'ex-terroriste Bassam al-Forkh y purgeait une peine de trois ans pour narcotrafic; il avait été interpellé en mars 1993, porteur de 3 kilos d'héroïne...

- La "jungle de béton" : les bidonvilles tentaculaires

J'insisterai un peu sur cette menace, à peu près négligée chez nous, au point que je n'ai jamais trouvé un texte d'inspiration stratégique qui s'y rapporte. Point de départ : le tiers-monde devient rapidement une société urbanisée - ou plutôt sub-urbanisée. La planète comptera ± 414 villes de plus d'un million d'habitants en l'an 2000 - dont 264 dans le tiers-monde. Prenons les 40 pays les plus peuplés : tous sont dans le tiers-monde, la population y croît de ± 3% par an et l'urbanisation s'y fait à un rythme tel qu'elle sera quadruple de celle du monde développé en 2025. Exemple du continent africain. En 1950, on y trouvait 6 villes d'1 M. d'habitants; 19 en 1980; il y en aura plus de 50 en l'an 2000. Mais il y a plus impressionnant encore : le développement des bidonvilles, quartiers sauvages, campements et baraquements des mégapoles du sud est deux fois plus rapide encore que l'urbanisation "classique" - déjà considérable.

A mesure que les campagnes se dépeuplent, que les zones grises se désertifient, les guérillas dégénérées, les OCT, les irréguliers de tout poil suivront - pour continuer à évoluer comme un poisson dans l'eau au sein de populations complices ou soumises - et s'installeront dans la jungle urbaine. Là, ils entreprendront de créer des zones libérées, des sanctuaires à partir desquels ils poursuivront leurs affaires - guerres tribales, activisme politico-militaire ou trafics divers. Pour ces illégaux, cette implantation est idéale :

. Misère, entassement, absence d'infrastructures, de travail honnête et de discipline sociale, abondance d'un lumpen-proletariat juvénile non-qualifié, bloqué sur place, propre à fournir tous les sicaires, les desperados nécessaires,

. Proximité du cœur économique du système et des moyens de transports internationaux (pour les narcos),

. Proximité du cœur politique du système et des médias (pour les guérillas et les terroristes)

. Harmonieux mélange de l'ensemble pour les guérillas dégénérées.

. Enfin, plus que les végétales, ces jungles urbaines sont extrêmement volatiles; tout y évolue très vite, et à la seconde, comme dit Mao Tsé Toung, "une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine"...

S'agit-il là d'une construction fantasmagorique ? Non, de la réalité d'aujourd'hui dans ces champs de bataille que sont les banlieues de Lima, pour le Sentier Lumineux et celles des grandes métropoles turques pour le PKK et Dev Sol. Quant à ceux qui voudraient voir un système de narcotrafic fonctionner dans la jungle urbaine, qu'ils visitent - prudemment - la ville de Karachi <sup>2</sup>. Une mégapole inondée des armes et de l'héroïne d'Afghanistan, privée d'électricité durant des jours entiers et ravagée par les conflits communautaires, les prises d'otages, les attentats, les meurtres, les incendies criminels. Déployée dans la ville depuis mai 1992, l'armée va s'en retirer, n'ayant pu y rétablir un semblant d'ordre. Inutile d'insister sur les besoins en renseignement humain, sur les difficultés d'intervention au milieu de ces "bosquets de béton", que ce soit pour réprimer une insurrection politique ou pour y éradiquer une structure de narcotrafic... Le tout à proximité d'aéroports internationaux, donc sous l'œil des caméras de CNN.

- Les Etats-parias

Pour compléter le dispositif criminel, évoquons enfin ces Etats mis au ban de la société internationale - il y en a sur tous les continents, de la Yougoslavie à la Birmanie, violant les embargos, surtout dans les domaines "sensibles" ou à haute valeur ajoutée, armes et électronique militaire, médicaments, etc.; grâce aux guérillas dégénérées ou au crime organisé.

## Désormais, une menace majeure

---

<sup>2</sup> Karachi est la plus grande ville du Pakistan, son seul grand port et centre d'affaires. La ville produit plus de 40% des ressources du gouvernement fédéral.

- En juillet 1994, le sommet du G8 (G7 plus Russie) - ébauche de gouvernement planétaire, désormais, plus que condominium économique - a souligné la nécessité d'agir de concert pour lutter contre le crime organisé international, le trafic des stupéfiants et celui des substances nucléaires.
- Et, symptomatiquement, quelles sont aujourd'hui les préoccupations prioritaires de la population des Etats-Unis ? Sondage après sondage et largement, les trois mêmes thèmes reviennent en tête depuis plus d'un an : renforcer l'économie du pays, bloquer le narcotrafic et l'immigration illégale. Ces deux derniers points étant liés de façon directe à l'activité du crime organisé. En même temps, un des hauts fonctionnaires du ministère américain de la Justice déclare que le blanchiment d'argent a atteint des niveaux tels aux Etats-Unis, qu'il représente désormais un danger direct pour la sécurité du pays .

## II - ... Mais la prise de conscience de la gravité de ces menaces est bloquée, retardée par des obstacles de tous ordres

### Autocritique : le libéralisme dogmatique

Autocritique, car il y a dans cette salle, comme parmi ceux qui conduisent aujourd'hui les affaires de la France et d'Europe une écrasante majorité de libéraux convaincus. Mais de même que l'économie constituait le point aveugle de l'idéologie marxiste-léniniste - au point de la conduire à la catastrophe finale - la grave malfaisance du crime organisé apparaît mal aux libéraux. Pour les anglo-saxons, les plus dogmatiques d'entre eux, le crime n'est que l'inévitable face noire du marché mondial; une activité commerciale ou financière certes coupable, mais qu'on a du mal, au fond de son cœur, à condamner totalement. Parfois même, les dogme de la liberté à tout prix, de la supériorité absolue du privé sur le public conduisent-ils certains libéraux à des conceptions étranges. Ainsi voyaient-ils un grand progrès dans l'affrontement au Liban de milices (privées) et non plus d'armées (publiques). Aujourd'hui, ils se réjouissent discrètement du recyclage - ô combien privé - de l'argent criminel dans les économies de l'ex-bloc de l'Est et de la transformation en entrepreneurs capitalistes des mafieux et des survivants de la nomenklatura...

Plus largement, l'idée de tenir l'économie hors de la sphère du politique - souvenons nous du célèbre discours d'adieu de Washington en 1796 "Le plus possible de commerce, le moins possible de politique" - rend-elle la décision politique d'hostilité très difficile à prendre, à l'encontre d'un négoce, même ignoble comme l'est celui des narcotiques. Ainsi, il a fallu longtemps pour que les libéraux du XVIII<sup>e</sup> siècle, partisans résolu de la liberté des mers, se résignent à réprimer activement la piraterie, forme dévoyée et abominable de la liberté maritime. Aujourd'hui, les partisans à tout crin de la liberté des échanges empêchent partout où ils le peuvent - je pense notamment au parti libéral allemand - l'adoption de lois sévères contre le blanchiment d'argent; et les libertariens les plus extrémistes prônent la liberté intégrale, usage et commerce, des stupéfiants.

### Le juridisme caricatural

C'est une spécialité anglo-saxonne et notamment américaine. Dernière victime du juridisme sévissant à Washington, la lutte contre le narcotrafic. Remontons en 1984. Pour lutter contre le terrorisme aérien, une loi fédérale fait un crime de s'en prendre à tout aéronef civil, américain ou étranger. 1er mai 1994 : le Pentagone suspend les vols des Awacs anti-drogue au dessus de la Colombie et du Pérou et débranche les radars installés dans la région. Ahurissement des autorités de Colombie et du Pérou : en 1993, ces systèmes ont permis de saisir 60 tonnes de cocaïne à bord d'avions de tourisme. Réponse du Pentagone : si des données fournies par nos radars conduisent votre chasse à abattre des avions de la drogue, les proches de leurs pilotes vont attaquer directement nos dirigeants en justice au titre de la loi de 1984. Condamnés, ceux-ci risquent la

peine de mort ! Alors, plus d'Awacs ni de radars. Ou à une condition : que vos aviateurs s'engagent à ne jamais abattre les avions bourrés de cocaïne...

## L'inertie des instances internationales

Là encore, soyons brefs. En 1993, le budget de l'instance anti-stupéfiants de l'ONU, "United Nations Drug Control Program" et de ses divers satellites s'élève à 82 millions de dollars. Au prix de gros pratiqué ces jours-ci à Miami, cette somme représente le prix d'une livraison de 4,1 tonnes de cocaïne pure. Rappelons que selon les experts les plus raisonnables, les Etats-Unis consomment 300 tonnes de cocaïne par an. Avec des budgets aussi grotesques, comment lutter sérieusement contre des puissances criminelles internationales, disposant de milliards de dollars ? Chacun sait que le problème des stupéfiants est global et que seule une instance internationale peut coordonner - donc rendre efficaces - les initiatives désordonnées des Etats décidés à se battre. Comment faire sortir - si la chose est possible - lesdites instances internationales de leur léthargie ?

## Une conception bornée : la drogue, affaire exclusive de santé publique ?

Venons-en à la dimension franco-française de l'affaire. Chez nous, jusqu'à ce jour, la drogue est au fond la seule affaire de la santé publique. Souvent opposés les uns aux autres, les organismes - y compris ministériels - qui gèrent en France la "ville", le social, la santé, communient cependant dans une même ignorance délibérée de la dimension stratégique du narcotrafic. La drogue c'est le drogué, point final. Toutes choses égales par ailleurs, cela revient à envisager les bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki du seul point de vue, certes tragique, des irradiés, en oubliant l'existence de l'arme nucléaire. Blocages idéologiques ? intérêts de boutiques ? Un peu de tout cela sans doute. Mais avant tout paresse intellectuelle, défaut d'imagination. Car la plupart des acteurs de la "ville", du social, de la santé ont en tête la scène de la drogue d'il y a 20 ans, quand des passeurs camouflaient un kilo d'héroïne dans le double-fond d'une valise, ou rapportaient douze joints de Katmandou... Or aujourd'hui, les deux marchés illégaux majeurs de la planète, stupéfiants et armes, se rapprochent; ils auront fusionné demain. Certes, la souffrance du toxicomane a son prix mais cette évolution du narcotrafic vers la dimension stratégique, peut-on toujours l'ignorer avec obstination, faire ad vitam aeternam comme si elle n'existait pas ?

## Plus grave : instauration d'un esprit munichois rampant

La perception de ces menaces nouvelles est enfin obnubilée par l'instauration d'une mentalité munichoise dans certains secteurs les plus sensibles de la société. Incapables de faire face à la saturation des instances de répression par les trafiquants et les toxicomanes, certains magistrats et travailleurs sociaux ont acquis la conviction que la guerre contre la drogue est impossible à gagner, funeste même. Et ils ont entrepris une révision sournoise - non voulue par le peuple - des normes criminelles de notre pays. Ils considèrent



désormais comme acceptables des actions que les codes tiennent pour illégales et criminelles, rendent une justice au rabais, ou prônent la dépénalisation pure et simple de la consommation, voire du trafic de la drogue. Dans certains tribunaux de la région parisienne, on me signalait récemment qu'une saisie de 2 kilos de haschisch - de quoi faire plus de 1200 "joints" - était désormais tenue pour "consommation personnelle". Ces munichois ont un double objectif : faire prendre en compte les desiderata des malfaiteurs, trafiquants et toxicomanes en tête, par le code de procédure pénale. Et mettre fin au combat contre la drogue - non pas faute de drogués, mais faute de combattants.

### III - Une douteuse avant-garde : la coalition pro-anti

Pour commencer, une définition : j'appelle coalition pro/anti un rassemblement de personnalités et de groupes très divers, mais également doués dans l'art de semer la confusion et collectivement attachés à faire triompher les idées suivantes :

- Il n'y a qu'une différence de degré, et non de nature, entre ces substances addictives que sont le chocolat, le café, le tabac, le cannabis, la morphine, la cocaïne, l'héroïne et le crack,
- Parmi celles ci, la plus dangereuse et de loin est le tabac, dont il conviendrait de prohiber l'usage au nom de l'hygiène sociale,
- Mais en revanche, ce que la société répressive qualifie de "drogues", cannabis en tête, est virtuellement inoffensif et il faudrait les légaliser sans tarder, au nom de la liberté, cette fois-ci.

Pourquoi parler de cette coalition ? C'est qu'après avoir surmonté un premier réflexe - celui du haussement d'épaules - et avoir étudié un peu en profondeur ces croisés d'un nouveau genre et leur croisade, je dis attention ! Il y a là plus qu'un phalanstère d'utopistes et de farfelus. Aux Etats-Unis, d'où nous vient le meilleur comme le pire, la coalition pro-anti a déjà triomphé grâce au langage "politically correct". Désormais, une dame portée sur les crottes en chocolat et un héroïnomane réduit à l'état de zombie répondent à l'identique qualificatif de "substance abuser", sans que soit introduite la moindre nuance entre les effets négatifs du chocolat - la surcharge pondérale - et ceux de l'héroïne - la mort. Second cri d'alarme : il n'y aura pas plus d'exception française dans ce domaine que dans ceux du terrorisme ou des infiltrations mafieuses. Déjà le langage politically correct sévit dans nos médias - et même dans nos sphères gouvernementales. Déjà, il faut un décodeur pour comprendre le sens réel d'expressions "correctes" comme "jeunes" ou "ministère de la Ville".

D'abord : qu'en pense le peuple ?

Au cœur du dispositif propagandiste de la coalition pro/anti, la dépénalisation de la consommation et du petit commerce des drogues, douces ou autres. Mais que pensent les français de cette idée ? Ils la repoussent massivement. Paru dans le Figaro du 19 juillet dernier, un sondage montre que 87% de nos compatriotes sont hostiles à la vente libre du cannabis; 90% à l'abandon des poursuites pénales contre les dealers.

## Ensuite : que pensent les narcos eux-mêmes de leur marchandise ?

Quelques rares repentis des cartels colombiens ont fourni des témoignages éloquentes à ce propos. Voici les extraits de l'un d'entre eux; il émane de Jorge "el Flaco" (le maigrichon) ex-soldat de la milice armée du cartel de Medellin. "[A mon arrivée au camp de la milice] on m'a enseigné que l'on pouvait boire de l'alcool, uniquement pendant les fêtes et avec modération. Interdiction totale de toucher à la drogue sous toutes ses formes. On nous faisait à l'improviste et souvent des analyses d'urine. En cas de manquement à la règle, la sanction était la mort".

## La coalition pro/anti : composantes

Qui trouve-t-on dans la coalition pro/anti ? Des libertariens, qui veulent tout libéraliser et privatiser, l'héroïne, l'armée française et l'émission des documents d'identité; des hygiénistes qui rêvent d'une société aussi pure qu'un monastère, aussi égalitaire qu'un phalanstère; des prohibitionnistes ayant chacun leur petite phobie, l'alcool, le tabac, le café, le chocolat; des hédonistes absolus voulant à l'inverse jouir de tout, paradis artificiels, petits garçons ou petites filles, selon les cas. On y trouve donc tout et son contraire, mais au total il s'y concentre beaucoup de rêve, beaucoup d'utopie. Ne vous y trompez pas : cette coalition est capable d'influencer bien des gens, car elle leur fait miroiter l'éternel fantasme de l'espèce humaine : la baguette magique. Libéralisez la drogue et hop ! Le trafic s'effondre, finie la délinquance. Interdisez le tabac et l'alcool et hop ! La Sécurité sociale sort du rouge et croule sous les milliards. Faites inscrire le chocolat au tableau B des médicaments et hop ! Les femmes retrouvent les mensurations de Claudia Schiffer. Nos avertissements, mes chers amis, nos statistiques sinistres, nos terroristes et nos mafias enquiquinent au fond tout le monde. Dans un récit attachant, "Jours tranquilles à Clichy", Henry Miller cite une dame de petite vertu du Paris des années 30. "Que veulent les hommes" demande la brave hétéraire ? "au fond, ils veulent être titillés". Voilà l'un des sommets de la sagesse humaine. Nous ennuyons, la coalition pro/anti, elle, titille. Et si l'utopie était vraie ? Et si, cette fois, le père Noël existait ? Politiciens inclus, vous verrez : nombreux seront ceux qui voudront rêver avec elle, ne serait-ce qu'un moment.

## Une machine de guerre : "Limiter la casse"

Le flirt a d'ailleurs déjà commencé. En juin dernier, un collectif d'associations baptisé "Limiter la casse" réunit à Paris ses états-généraux, sur le thème "drogue et sida". Que s'y dit-il ? Je cite : on n'écoute pas assez les toxicomanes. Leur existence est sombre. Leurs contacts avec des médecins et des policiers mal formés à leurs besoins spécifiques, difficiles. On refuse encore de les servir dans nombre de pharmacies. Bref : les drogués contestent. Ils exigent qu'on prenne davantage en compte leurs desiderata. Et d'abord qu'on "Dépénalise l'usage de toutes les drogues" (c'est l'Association nationale des intervenants en toxicomanie qui parle). Faire de la toxicomanie un handicap acceptable, la banaliser, la favoriser même : voilà le programme de "Limiter la casse". Etonnant : cette réunion est honorée de la présence d'un de nos ministres, venu sans doute manifester sa compassion devant une forme de souffrance - idée respectable - mais quand même mal avisée en l'occurrence.

Voilà, d'après moi, les obstacles à une perception claire de ces menaces nouvelles, pas vraiment militaires mais de niveau stratégique - qui concernent désormais forcément la sécurité et la Défense de notre pays. Alors, avant d'aborder la partie essentielle de mon propos, je me bornerai tout simplement à dire ici, à ceux qui obscurcissent le débat et sèment la confusion, utopistes, hygiénistes, paléo-révolutionnaires. Fiches nous la paix. Le monde n'est pas un jardin d'enfant. A vous immiscer à tout bout de champ dans la sphère des

choix privés, à vouloir imposer partout la supposée sagesse suprême de la société - telle que vous la voyez; vous déresponsabilisez et infantilisez les individus qui la composent. Vous leur faites perdre de vue les menaces stratégiques, les vraies, les graves. Ce à un moment particulièrement dangereux de l'Histoire. Alors que débute un intervalle, une béance entre deux ordres du monde. Songez au précédent le plus récent, à la dernière fois où le serpent a changé de peau. Souvenez vous de la période 1918-1939.

## IV - Le changement du “Nomos” de la terre

Ayant ainsi écarté les brouillages importuns, tentons une tâche primordiale : essayons de comprendre l'ampleur du bouleversement dont le narcotrafic, la multiplication et l'élargissement des zones grises ne sont que des manifestations dispersées.

### Symptôme : les zones grises, obstacle à l'unité du monde

Zones hors-contrôle, secteurs urbains ou sub-urbains chaotiques sont autant d'obstacles - immenses - à l'objectif séculaire du concert des nations, l'unité du monde. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, des inventions majeures comme le chemin de fer, la marine à vapeur, le télégraphe permettent de penser que l'unisson, la concorde, le bon ordre des choses à l'échelle planétaire sont à portée de main. Et voilà qu'aujourd'hui, alors que s'amplifie le chaos sur au moins trois continents de la planète, le mythe puissant d'un monde uni par la technique et le développement industriel est en passe de se dissiper, de tourner au cauchemar.

### Récurrence : la piraterie, précédente forme de criminalité stratégique

Mais est-ce la première fois que, profitant du chaos, une forme criminelle accède au niveau stratégique et menace la sécurité des nations ? Non. Il y a un précédent célèbre, celui de la piraterie. La ressemblance entre la situation du XVIII<sup>ème</sup> siècle et celle de la fin du XX<sup>ème</sup> est même frappante. Situation de duopole, fin d'une ère d'affrontement, usage massif des stratégies indirectes, entités à l'origine politiques dégénérant en bandes criminelles. La piraterie naît en effet à la charnière des XVI<sup>ème</sup> et XVII<sup>ème</sup> siècles, quand s'affrontent le bloc catholique (Espagne et Portugal) et le protestant (Angleterre et Pays-Bas). Avant le traité d'Utrecht en 1713, la guerre de course est de nature “politique”. En France même, des corsaires rochelais les plus célèbres, Levasseur, Legrand, l'Ollonois, sont des calvinistes farouches qui s'attaquent aux flottes catholiques espagnoles et portugaises en tant qu'irréguliers du front protestant mondial. Après Utrecht, l'affrontement bipolaire prend fin pour l'essentiel et la course dégénère en piraterie. Aux Caraïbes, la zone grise d'alors, boucaniers et frères de la côte n'ont plus de perspectives politiques et pillent indistinctement les navires de toutes les nations.

### Diagnostic : abolition de l'ordre du monde, du “Nomos” de la terre

Fin d'un ordre mondial bipolaire, émergence de forces destructrices opérant à partir de zones hors contrôle et menaçant d'abord la sécurité des Etats, au-delà, l'unité même du monde : tels sont, hier comme aujourd'hui, les symptômes d'un désordre planétaire majeur. Notre diagnostic viendra de Carl Schmitt, grâce à son concept extrêmement fécond de "Nomos" de la terre. Rappel pour les non-hellénistes. Nomos est le substantif du verbe grec "nemein"; il possède trois acceptions complémentaires : s'emparer (d'une propriété par exemple), la partager et enfin la mettre en valeur. Prendre, répartir, exploiter : telles sont les trois phases fondamentales de tout ordre concret. Citons Schmitt : "Tout ordre fondamental est un ordre spatial. Parler de la constitution d'un pays ou d'un continent c'est parler de son ordre fondamental, de son "Nomos". Or l'ordre fondamental, le vrai, l'authentique, repose essentiellement sur certaines limites spatiales; il suppose une délimitation, une dimension, une certaine répartition de la terre. L'acte inaugural de toute grande époque est une appropriation territoriale d'envergure. Tout changement important de la face du monde est inséparable d'une transformation politique et donc d'une nouvelle répartition de la terre, d'une appropriation territoriale nouvelle" <sup>3</sup>. L'équilibre bipolaire américano-soviétique des années 1948-1990 était un "Nomos" de la terre. Un ordre international certes désagréable pour une bonne part de l'espèce humaine - qu'elle vive sous le joug ou au risque de la guerre nucléaire - mais un ordre. Le Nomos précédent était fondé sur l'équilibre entre puissances terrestres et maritimes européennes, il dure plusieurs siècles et prend fin en 1918. Pas d'ordre international entre 1918 et 1939, période notoirement chaotique et belliqueuse. Et plus de Nomos de la terre depuis la disparition de l'Union soviétique. Conséquence immédiate de ce déséquilibre brutal : guerre au Proche-orient et, fait inouï en Europe, la première depuis près d'un demi siècle.

## Actuel changement de Nomos : l'Etat-nation, victime N°1

Victime N°1 de l'absence actuelle de Nomos de la terre : l'Etat-nation. Cette formule politique suppose un peuple, un ordre spatial et des frontières; elle apparaît au XVIème siècle alors que s'achève l'image planétaire de la Terre. L'Etat-nation est depuis lors le cadre essentiel de l'activité politique de l'humanité. Jusqu'à la fin de la guerre froide, l'Etat-nation est le sujet normal - quasi unique - du droit international. Son activité souveraine est la guerre, justement nommée "affaire d'Etat", où s'engagent exclusivement ses armées et de ses flottes.

- Là où l'Etat-nation existe, son rôle diminue

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les transactions privées - ni initiées, ni même contrôlées par l'Etat - sont en gigantesque augmentation. Un seul exemple : en 1960, le transport aérien commercial (affaires, tourisme etc.) représentait 26 milliards de miles/passagers; il y en a eu près de 700 milliards en 1992. Même progression foudroyante de la circulation privée de l'information, de l'argent, des biens physiques ou abstraits.

---

<sup>3</sup> Carl Schmitt, "Terre et mer", Labyrinthe éd. 1985

- Là où l'Etat-nation était plaqué artificiellement, il s'émiette

Prenons l'Afrique, qui se "balkanise" sous les coups de micronationalismes toujours plus virulents, alors que s'évaporent un peu partout sur le continent les administrations et services publics. Massacres ethniques au Liberia et au Rwanda; guerres d'indépendance en Ethiopie (Afars, Ogaden, Oromos) et en Somalie (Somaliland au nord contre sudistes); guérillas endémiques au Sénégal (Casamance), au Niger et au Mali (Touaregs), au Soudan (populations du sud) et au Tchad (Toubous contre Saras); risques de sécession en Tanzanie (Zanzibar), au Cameroun (anglophones) en Angola (Cabinda). Enfin risque d'affrontement blancs extrémistes/noirs radicaux en Afrique du Sud.

- A proximité même de son berceau historique, l'Etat-nation se morcelle

Depuis l'abolition du dernier Nomos de la terre, dix micro-républiques autoproclamées, sont apparues en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS. Elles sont à peu près inviables, privées de ressources honnêtes et la plupart d'entre elles sont traitées en parias par leurs voisins, sinon par la communauté internationale. Ce sont les républiques serbes de Bosnie et de la Krajina; la république du Dniestr en Moldavie, la Crimée, virtuellement indépendante entre la Russie et l'Ukraine, l'Abkhazie en Moldavie, les Osséties, du nord et du sud entre la Russie et la Géorgie, la Tchétchénie (Russie) le Haut-Karabakh (Arménie-Azerbaïdjan) sans oublier leur ancêtre à toutes, la république turque de Chypre.

- L'Etat-nation affronte de plus en plus des acteurs sub-étatiques ou supra-nationaux

La guerre elle-même échappe de plus en plus à l'Etat-nation. Les affrontements du nouveau désordre mondial sont tribaux ou identitaires, avec des "modèles" infra-étatiques de type irlandais ou basque. Dans les Balkans et en Afrique, les vraies frontières sont ethniques et non plus nationales. Quand aux groupes islamistes les plus menaçants, ils sont internationaux dans leur recrutement et transnationaux dans leurs implantation. Point commun entre tous ces conflits : ex-Yougoslavie, Arménie-Azerbaïdjan, Jihads du Kashmir et du Tadjikistan, guerres tribales ou ethniques de Birmanie, d'Afghanistan et d'Afrique, guérillas désormais criminelles d'Inde, du Sri-Lanka, des Philippines et de Turquie, tous, sans exception se financent par la contrebande et le trafic, de narcotics au premier plan. Si bien que les guerres se font aujourd'hui à des substances aussi bien qu'à des Etats. Ainsi George Bush déclare-t-il le 5 septembre 1989 la "guerre à la drogue", avant de lancer trois mois plus tard sur Panama une expédition militaire qui pourrait bien entrer dans l'histoire comme la première guerre de la cocaïne...

## Conclusion

Tel est le défi que chacun d'entre nous doit relever dans l'exercice de son métier, dans l'accomplissement de sa mission : penser la sécurité, penser la défense, penser les formes de conflits autre que la guerre dans un monde sans ordre international vrai, en l'absence d'un Nomos de la terre. Certes affaiblis, un Etat-nation comme la France, une coalition d'Etats comme l'Union Européenne restent des puissances. Or comme dit

justement le politologue alsacien Julien Freund dans la postface d'un essai de Carl Schmitt, "une puissance politique n'est puissante que sur ce qu'elle contrôle". Comment, dans le respect de nos lois, parvenir à exercer un contrôle minimal sur les entités malfaisantes non-étatiques, superpuissances criminelles ou guérillas dégénérées, sur les mégapoles anarchiques, sur les Etats-parias, sur les zones grises ? Voilà la vraie question.

Une question à laquelle je n'ai bien entendu pas de réponse toute faite, mais une expérience à faire valoir. Je la résumerai par une seconde formule de Mao "Oser lutter, oser vaincre".

Oser lutter, c'est d'abord disputer le monopole du discours public aux utopistes, aux hygiénistes et aux paléo-révolutionnaires. Bien entendu, ceux-ci ont un droit éminent à la parole, mais pas au monopole de facto de l'expression sur des affaires aussi sensibles que la drogue. Car souvenons-nous. Ces libéralisateurs de la drogue ne constituent pas une génération spontanée. Ils ont une histoire - même s'il ne leur plaît guère qu'on la rappelle. Sous leur précédent avatar révolutionnaire et pendant trois décennies, nombre d'entre eux ont défendu avec acharnement, morgue et assurance absolue une théorie des relations internationales toute entière empruntée à "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme", brochure que Lénine écrit à la hâte alors que débute la première guerre mondiale. Que n'a-t-on pas fait depuis un demi-siècle au nom de l'anti-impérialisme ! Chez nous, c'est au nom de l'anti-impérialisme qu'Action directe a assassiné l'ingénieur général Audran et Georges Besse, le président de Renault. Eh bien toutes les études économiques sérieuses, y compris celles des post-marxistes les plus rigoureux, montrent aujourd'hui que cette théorie léniniste était absolument fautive. D'un strict point de vue économique, l'impérialisme n'a jamais eu pour objet véritable de trouver des débouchés extérieurs. Au contraire, tous les états capitalistes puissants le sont devenus grâce au passage sur leur sol même de l'économie de subsistance à la société de consommation. Avez-vous entendu la moindre autocritique à ce propos ? Le moindre regret pour tous les morts provoqués par cette chimère ? Moi, en tout cas non. Ces mêmes utopistes nous présentaient récemment les squatts comme de merveilleux lieux d'expérimentation sociale, alors que, l'expérience l'a démontré, ce n'étaient que des coupe-gorge, moitié Cour des miracles, moitié piste Ho-Chi-Minh. Les mêmes, toujours, ont longtemps insisté pour que l'on "comprenne" les terroristes.

Hier encore, ces esprits forts haussaient les épaules quand on parlait d'infiltrations mafieuses en Europe et en France. Bien sûr, disaient-ils, la répression - ce qu'ils appelaient hier encore les "bandes armées du capital" - a besoin d'un loup-garou de substitution post-guerre froide. Jusqu'au 8 juillet 1994 où l'on pouvait lire à la Une du "Monde" le titre suivant "La France est devenue un marché de premier choix pour les cartels colombiens". Alors, pour conclure, une simple question. Ces personnes nous demandent aujourd'hui de suivre aveuglément leurs programmes. Interdisez ceci, légalisez cela. Et tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes. Si - et c'est, je le jure, ma dernière citation de Mao - "La théorie se vérifie par la pratique", faut-il, au vu du passé, leur signer en confiance un chèque en blanc ?

Venons en maintenant au fond. "oser lutter", ou dissiper les chimères, c'est aussi critiquer les fondements philosophiques des utopies "politiquement correctes". Là, démontrons la fausseté de la manipulation qui consiste à assimiler les substances altérant notoirement le fonctionnement du cerveau humain à d'autres, elles notoirement inoffensives comme le chocolat. Depuis Aristote, soit depuis 25 siècles, on connaît la distinction majeure qu'il opère entre le concept de corruption et celui d'altération. Il y a altération quand un objet, ou une substance sont affectés par l'introduction en eux d'un élément différent, sans que ce dernier ne menace gravement leur existence. Exemple, l'équilibre de votre corps est altéré par le froid : en général il y résiste. Il y a en revanche corruption quand l'élément introduit détruit l'essence même de ce qu'il atteint. Ainsi, la corruption d'une pomme prélude à sa putréfaction. Partant, est-il honnête de mettre sur une même échelle ce qui, certes, altère la nature de notre société, notamment la santé publique, chocolat, alcool, tabac, et ce qui la corrompt comme les stupéfiants - de co-rumpere en latin, mettre en pièce, anéantir.

Car corruption il y a bel et bien. Voir Zurich et le parc du Platzspitz, puis la gare désaffectée du Letten, supermarchés des narcotiques, où le prix de l'héroïne est tombé à moins de 200FF. le gramme, où l'on distribue plus de 10 000 seringues par jour, toujours pour "limiter la casse" et où les narcos libanais tirent en l'air des rafales de pistolets automatiques quand la police suisse ose pointer un nez timide. Le Letten, cloaque immonde où se succèdent meurtres et règlements de compte, et qui fonctionne à plein alors même que la municipalité de Zurich procède depuis janvier dernier à ces distributions gratuites de méthadone et même d'héroïne qui sont, pour nos légalisateurs et hélas pour certaines de nos excellences, la parfaite panacée.

Oser lutter, c'est enfin oser se poser des questions, même dérangeantes. Superpuissances criminelles il y a bel et bien, on l'a vu. Or l'un des attributs majeurs d'une puissance est sa capacité à influencer, à tordre dans le sens de ses intérêts les mots et les concepts. "Caesar dominus et supra grammaticam". César règne aussi sur la grammaire. Une puissance majeure détermine toujours peu ou prou le discours, la mentalité, le vocabulaire, la terminologie et jusqu'aux idées des peuples assujettis ou voisins. Comme toute puissance en ce monde, la criminalité avance derrière des discours justificateurs, des principes de légitimation. Le plus couru est celui de la discrimination ethnique. Au cours des années 70, un chef mafieux New-yorkais fonde un comité contre le racisme anti-italien, qui réussit à faire interdire à la justice américaine l'usage du mot "mafia". Plus récemment, Pablo Escobar lui même tire sur la même ficelle. Voici ce qu'il déclarait à la fin de 1989 dans un livre paru en Colombie sous le titre "Un narco se confieza y acusa" : "Le plus absurde, ce que je n'arrive pas à comprendre, c'est qu'on extradé des colombiens sous le prétexte de blanchiment de dollars et de commerce de cocaïne. En Colombie, le blanchiment des dollars n'est pas un délit et aux Etats-Unis, la consommation de cocaïne est libre, autorisée et personne ne va en prison pour en avoir utilisé. Donc je me pose la question : pourquoi ne pouvons-nous vendre aux gringos un produit qu'ils peuvent consommer librement. Peut-être parce que les vendeurs, c'est nous ?" En termes clairs : ceux qui combattent le narcotrafic ne sont que des racistes anticolombiens primaires. Alors voilà ma question dérangeante. En Europe, en



France, tous ceux qui veulent interdire ceci ou légaliser cela sont-ils bien animés par l'idéalisme le plus pur ? Certains, indéniablement. Et il y a aussi des gogos, des niais et des idiots utiles. Mais tous ? Et qui m'assure que certaines proclamations ne relèvent pas du discours légitimant intéressé, mené sans risque à l'abri du libre débat intellectuel ? En tous cas n'oublions pas : un homme n'est vraiment vaincu que lorsqu'il adopte volontairement le vocabulaire de son adversaire.

Oser vaincre, enfin. Imaginons un instant qu'un pays expédie chaque année dans le nôtre des tonnes d'un poison violent, qui tuerait des centaines d'individus, en blesserait et en rendrait infirme des milliers d'autres. Cet acte terroriste serait considéré comme un casus belli et la riposte ne tarderait pas. Or l'an dernier l'héroïne a provoqué 450 surdoses mortelles en France. Quel groupe terroriste a jamais tué autant de monde chez nous ? Aucun, et de loin. Voilà la ligne de réflexion que je vous propose. Cessons de voir le crime organisé comme une affaire intérieure. Soigner et protéger ces victimes que sont les toxicomanes ? Bien sûr. Mais songeons aussi - et avant tout - à frapper impitoyablement ces vecteurs vitaux du narcotrafic que sont les grandes Organisations criminelles transnationales et leurs complices. Et écoutons cet éditorialiste du Herald Tribune qui déclare en juin dernier "Les grandes mafias s'organisent sans se soucier des souverainetés nationales. les nations doivent apprendre à faire de même. Sinon, elles perdront la sale guerre contre le crime international". ■